

Sous: commissions  
de la Marine.

Annee 1939





Sous-Commission du Matériel.

mercredi 11 octobre 39

Présidence de M. Jaurès-Duparc

Présent : M. Jaurès-Duparc, Laurent-Eyraud, Le Jorgou, Jounin, de Camas.

La séance est ouverte à 10 heures 30

M. le P<sup>t</sup> donne lecture d'une note de l'Amiral Michelien, qui pourra servir de base à l'organisation des travaux de la sous-commission. M. le P<sup>t</sup> propose que la sous-commission étudie aussi les questions relatives à l'aéronautique navale.

La Commission organise comme suit son travail :

M. Jaurès-Duparc : armement des flottes de pêche.

M. Laurent-Eyraud : aéronautique navale.

M. Jounin : organisation des fabrications, en collaboration avec le ministère de l'armement.

M. Le Jorgou : programmes de construction.

M. de Camas : politique générale suivie : lutte contre les sous-marins et opérations aériennes ; protection du trafic commercial.

M. le P<sup>t</sup> - fait connaître que les services du ministère sont prêts à faciliter la tâche de la sous-commission, et que des cartes, ainsi que des lettres de mission, seront données à ses membres.

La sous-commission se réunira aussitôt qu'un de ses membres aura un travail à lui soumettre.

La séance est levée à 10 heures 45.



Sous-Commission des Pêchesmercredi 11 octobre 39Présents : M. Leblanc, Dupretay, Garnier-Duparc.Résidence de M. LeblancLa séance est ouverte à 14 heures 30.M. le P. donne lecture du rapport qu'il a rédigé sur la question des pêches.

M. Garnier-Duparc fait observer que l'armement des bateaux de pêche soulève des difficultés, la Grande-Bretagne estimant qu'un navire de pêche armé peut être considéré par l'ennemi comme navire de guerre.

Il signale également que certaines mesures de précaution prises à Saint-Malo ont entravé le mouvement normal du port, dans des conditions regrettables.

[ M. Terrin fait connaître à la Commission que si des erreurs ont été commises, notamment dans les réquisitions locales, la Ministère de la Marine Marchande s'applique à les réparer. Il prie que des hommes de la deuxième réserve, utiles à la pêche, vont être libérés, et que tous les efforts sont faits pour faciliter l'activité des ports de pêche. ]

Le rapport de M. Leblanc est ~~adopté~~ approuvé.

M. Garnier-Duparc — Le rapport de notre président pose un grand nombre de problèmes. Nous devons nous en répartir l'étude.



La Commission désigne:

M. Garsin-Duparc pour étudier la position de la pêche  
à la morue,

M. Dupretay, pour la position de la pêche saumonière et  
des usages de conserve,

M. Seblane, pour la position de la construction et de  
l'armement des bateaux de pêche.

La séance est levée à 15 heures 15.



4

MERCREDI 25 OCTOBRE 1939

Sous-Commission du Personnel

Présents : Mrs. le Comte de Blois, Even, le Général Stuhl, Bouguen, Delpuech.

Présidence de Monsieur le Comte de Blois.

La séance est ouverte à 10 heures

Monsieur le Président - A la suite des renseignements rapportés de Toulon par Mrs. Léon Bon et Delpuech, et dont certains étaient inquiétants en ce qui concerne l'état d'esprit des ouvriers, Mrs Even et Bouguen ont fait une enquête à Cherbourg et en feront une prochainement à Lorient.

M. Even - Nous avons inspecté Cherbourg, en compagnie de l'Amiral Le Bigot, qui nous a reçus très cordialement, les formations sanitaires et l'arsenal. Celui-ci est surtout consacré aux réparations de bateaux et à l'armement défensif de la flotte commerciale. Nous avons pu étudier sur place ce que nous désirions connaître et, sans visiter les arsenaux, nous avons eu en main tous les documents nécessaires et nous avons tenu avec les chefs maritimes de longues conférences. D'une façon générale nous pouvons dire que le rendement de l'arsenal est satisfaisant et que l'esprit des travailleurs y est bon. On ne rencontre pas à Cherbourg ce qu'on peut appeler "l'esprit communiste". Des ouvriers ex-communistes sont certainement encore dans l'arsenal mais ils semblent mettre leur point d'honneur à travailler mieux que les autres et ils ne se livrent à aucune propagande, du moins à aucune propagande ouverte.

Il est pourtant certain que des ouvriers communistes de Toulon ont demandé à entrer à l'Arsenal de Cherbourg et que l'attention des autorités a été attirée sur ces demandes. Il faut signaler d'autre part que récemment un ouvrier italien a été admis à l'arsenal en dépit de l'avis défavorable donné par les autorités maritimes. Il faudrait savoir si à cette occasion certaines pressions



ont pu s'exercer. D'autre part nous avons pu constater la présence à l'arsenal de Cherbourg de mobilisés dont la place semblerait devoir être ailleurs, comme par exemple l'acteur de cinéma Jean Gabin. Enfin, nous devons signaler que la plupart des ouvriers envoyés à Cherbourg et venant de la région parisienne sont des communistes militants. Toutefois je répète que dans aucun cas une pression communiste ne s'est fait sentir pour l'admission à l'arsenal.

Monsieur le Président - Nous nous trouvons là en présence d'une difficulté déjà connue. Nous avons besoin <sup>d'ouvriers qualifiés</sup> ~~de spécialistes~~, or ceux-ci ne peuvent être recrutés la plupart du temps que dans des milieux <sup>spécialisés</sup> ~~ouvriers~~, où les affiliés au parti communiste sont nombreux. C'est une question dont j'ai entretenu M. Dautry qui m'a promis de faire une enquête à ce sujet dans les établissements qui dépendent de lui.

Monsieur Bouguen - Il est exact que les ouvriers candidats à l'arsenal y sont admis après un examen et qu'aucune recommandation n'intervient, c'est ce qui résulte des dossiers qui nous ont été communiqués.

Il serait bon que les agents techniques, sorte de contre-maitres, fussent moins près des ouvriers qu'ils ont à diriger. Ils sortent de leurs rangs et après avoir passé par l'école de Brest ils retrouvent presque sans transition ceux qu'ils viennent de quitter. Il y a là un contact qui peut avoir des inconvénients et peut-être serait-il bon qu'avant d'être incorporés à Cherbourg ces hommes fussent d'abord envoyés deux ou trois ans dans un autre port.

Quoiqu'il en soit, il est certain que le rendement de l'arsenal de Cherbourg est satisfaisant et s'est amélioré depuis la guerre.

Monsieur le Général Stuhl - La présence de ce personnel communiste peut créer un jour ou l'autre une situation dangereuse. Ces ouvriers ne sont-ils pas en rapport avec l'étranger ?



Monsieur Even - Ce danger possible n'échappe pas à leurs chefs qui restent vigilants. Tout ce qu'on peut dire c'est qu'on n'a eu à constater aucune manifestation extérieure.

Monsieur le Président - Depuis quelques années déjà les autorités maritimes ont dû chercher un modus vivendi avec les éléments communistes de nos arsenaux, peut-être est-ce regrettable à certains égards, mais il fallait bien ~~en~~ agir ainsi puisque un grand nombre de nos meilleurs spécialistes étaient affiliés au parti communiste. L'essentiel était d'abord que la vie de l'arsenal pût se poursuivre. Retenons sur cette question les précisions que nous apportent au sujet de Cherbourg Mrs Even et Bouguen, qui étudieront <sup>*Dans les semaines suivantes*</sup> ~~ensuite~~ le problème à Lorient. Mrs Léon Bon et Delpuech l'ont étudié à Toulon et Monsieur Le Gorgeu nous parlera <sup>*prochainement*</sup> de Brest; nous pourrons alors établir un rapport d'ensemble.

Monsieur le Général Stuhl - Je sais par expérience, et pour avoir vu briser à Brest certains troubles, qu'une attitude ferme peut en pareille matière aboutir à d'excellents résultats. J'ai pu faire la même constatation pendant la guerre : lorsqu'on sait parler un certain langage, tout rentre dans l'ordre.

Monsieur Bouguen - Notre inspection à M. Even et à moi a porté également sur les services sanitaires. Nous avons visité l'hôpital maritime de Cherbourg. Celui-ci comporte huit cents lits, mais quatre cents ont été pris par l'armée anglaise si bien que la marine a dû créer à Valogne un nouvel hôpital de mille lits qui est actuellement en cours d'organisation.

L'hôpital maritime de Cherbourg est bien tenu et bien organisé, à peine peut-on signaler qu'on y rencontre trop de médecins pour la médecine générale. Sur quatre cents lits, cent sont occupés le plus souvent par des accidentés (accidents trop souvent causés par des soldats anglais en état d'ivresse).



Monsieur le Président - La moitié de l'hôpital de Cherbourg a été en effet remise à l'armée anglaise et d'après l'avis du Directeur Général du Service de Santé il serait bien difficile de revenir sur cette mesure. Actuellement dans cette partie de l'hôpital les Anglais sont vraiment chez eux, les médecins sont anglais ainsi que le personnel, les médicaments, les méthodes.

Monsieur Even - Ce partage de l'hôpital rendrait impossible tout isolement de malades en cas d'épidémie à Cherbourg, ce qui serait assez dangereux, c'est pourquoi il a fallu faire à Valogne un si gros effort.

[ Le commandant Delcourt fait connaître que l'hôpital de Valogne est un hôpital de repliement prévu en cas de bombardement de Cherbourg. ]

Monsieur Even - En ce cas il faut signaler que les moyens de transports entre ces deux villes sont insuffisants et que par, <sup>ailleurs,</sup> ~~exemple~~ notre matériel d'ambulance est de loin inférieur à celui de l'armée anglaise.

Je souligne enfin que le problème de l'eau est grave à Cherbourg où une seule canalisation alimente la ville. D'autres problèmes d'hygiène se posent également dont plusieurs sont assez <sup>sérieux.</sup> ~~graves~~.

Monsieur Bouguen - La question de la transfusion sanguine d'urgence a vivement préoccupé le service de santé ~~maritime~~ militaire, mais je ne suis pas sûr que la marine ait fait dans ce domaine le même effort que l'armée. Ce qu'on a fait à l'hôpital maritime de Cherbourg est intéressant (il y a là douze à vingt donneurs universels), mais on n'a pas envisagé la méthode du sang conservé et on lui a préféré celle du sérum de Normet qui me paraît moins efficace.

[ R. Nègre, Président ]



7

de Jean

Monsieur le Président donne lecture d'une lettre de l'Amicale des  
Anciens Fusiliers marins: ~~la date du 31 août 1934~~

## Amicale des Anciens Fusiliers Marins

Lettre au Ministère de la Marine. 31 août 39

M. le Ministre.

Un certain nombre d'anciens Fusiliers Marins devant être affectés à des formations de la Guerre si dans quelques jours la mobilisation est ordonnée, j'ai l'honneur de vous faire connaître que tous seraient infiniment heureux de revenir servir au milieu de leurs Camarades dans la Marine que, depuis la création de notre Association, c'est-à-dire depuis treize ans, ils travaillent à faire connaître et aimer.

Je pense que les anciens Fusiliers Marins pourraient contribuer utilement à former un Bataillon composé de marins volontaires auquel serait confié le glorieux drapeau de la Brigade et du Bataillon, et j'ai, en conséquence l'honneur de solliciter de votre bienveillance une intervention auprès de Monsieur le Ministre de la Défense Nationale tendant à ce que les anciens de la Brigade et du Bataillon qui en feront la demande soient reversés dans la Marine.

Tous mes camarades vous seront infiniment reconnaissants de vouloir bien réserver un accueil favorable à cette demande, motivée uniquement par des raisons de sentiment que vous apprécierez certainement et je vous demande respectueusement de ne pas décevoir leur espoir d'anciens marins et d'anciens combattants qui ont le désir ardent de servir leur Pays.

Veuillez agréer...

[R. Nèple, Président.]



Lettre au Ministre de la Marine. 12 octobre 1939.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre du 31 août dernier, notre Président, actuellement mobilisé, a sollicité de votre bienveillance, en cas de guerre, la réintégration dans la Marine, sur leur demande, des Anciens Fuxiers-Marmos/rappelés dans l'Armée de Terre.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans sa séance du 11 courant, notre Conseil d'Administration a approuvé entièrement la demande formulée par notre Président et qu'il m'a <sup>et très vivement</sup> chargé d'inviter très respectueusement <sup>et très vivement</sup> auprès de vous pour que satisfaction soit donnée à nos camarades.

Veuillez agréer .... [Orthola, Vice-Président].



Monsieur le Président - Cette lettre soulève une question délicate. Je ne crois pas qu'il soit actuellement question de créer un bataillon de fusiliers marins. Il ne faut pas oublier pourtant que les fusiliers marins sont une des "spécialités" de l'armée de mer : des marins qui reçoivent une formation d'infanterie. Au cours de la dernière guerre on forma avec ces hommes une brigade, dans un temps où l'activité maritime était ralentie et l'activité terrestre beaucoup plus développée. Le vœu formulé par l'Amicale des Fusiliers Marins est intéressant et doit être étudié.

Monsieur Delpuech - Il me semble que les marins doivent être avant tout voués aux opérations maritimes. Ceux d'entre eux qui combattraient sur terre risqueraient par la suite d'être perdus pour la mer et en tous cas avant d'enlever à la marine des hommes qui sont faits pour elle, il faudrait attendre quelques mois.

[ Le Commandant Delcourt précise que les Fusiliers marins spécialement instruits dans l'emploi de la mitrailleuse seront utiles pour l'armement ~~anti-aérien~~ de la flotte commerciale. ]

Monsieur le Président - Dans la lettre que je viens de lire il n'est pas question d'enlever des hommes à la marine, mais de constituer une formation spéciale combattant à terre, et dépendant à la fois du département de la guerre et de celui de la marine. ~~qui ressortirait toujours à ce département, mais si elle doit combattre à terre.~~

Le Général Stuhl - Les fusiliers marins se sont acquis pendant la dernière guerre une réputation glorieuse et méritée; s'ils sont assez nombreux, si la marine n'a pas un besoin immédiat de leurs services, par exemple sur les théâtres d'opérations extérieures, il pourrait être bon en effet de reconstituer cette unité de fusiliers marins.



Monsieur le Président - Il ne m'appartient pas d'insister sur le rôle des fusiliers marins pendant la dernière guerre, <sup>puisque j'ai eu l'honneur d'appartenir à cette formation,</sup> et je remercie M. le Général

Stuhl de leur avoir rendu hommage. Ces hommes souhaitent avant tout d'être regroupés autour de leur drapeau. C'est une question qui pourra être étudiée d'accord entre les départements de la guerre et de la marine en cherchant d'abord, par exemple, combien restent aujourd'hui de ceux qui ont servi dans ce corps en 1914 et quel est leur âge actuel.



Monsieur Delpuech donne lecture du rapport établi à la suite de la visite qu'il a faite à Toulon en compagnie de Monsieur Léon Bon, le 9 octobre.

[ "Les opérations de mobilisation, dit-il, se sont effectuées à Toulon dans des conditions satisfaisantes malgré les flottements des premiers jours. Au bout de peu de temps la pléthore des mobilisés a nécessité le renvoi provisoire dans leur foyer des appelés de la classe 1939 et des mobilisés des classes 1938 et plus anciennes qui n'avaient pas reçu d'affectation. Cette mesure a entraîné des injustices parce qu'elle a avantagé les matelots sans spécialité/ au détriment de ceux qui avaient un métier, ou qui avaient été placés dans l'arsenal, si bien que des matelots de quarante à quarante-neuf ans ont été maintenus sous les drapeaux tandis que des hommes beaucoup plus jeunes étaient renvoyés chez eux.

A un autre point de vue le rapport signale que la discipline et le moral sont satisfaisants.

Dans les deux sections de l'arsenal : constructions navales et artillerie navale, il a fallu recruter des hommes par suite de la mobilisation. Pendant les quinze premiers jours l'autorité militaire a fourni le personnel nécessaire. Par la suite, l'inspecteur du travail a dirigé sur l'arsenal des ouvriers exerçant dans le civil des professions identiques à celles qu'ils étaient appelés à exercer dans l'armée. Pourtant plus d'un tiers de ces hommes n'ont pas été admis. Ils ont été refusés par la commission d'essai après avoir été, selon le rapport de l'inspecteur des Alpes Maritimes, assez mal reçus à Toulon. "Il semble, dit ce même fonctionnaire, que les ouvriers et chefs d'équipe qui font partie de cette commission ne veulent pas faire embaucher des hommes qui pourraient plus tard les remplacer et qui surtout pourraient empêcher le retour à l'arsenal des titulaires envoyés aux armées. Le même fait se serait produit dans maintes usines de la région et l'attention des autorités militaires a été attirée sur ce point.



En ce qui concerne la production de l'arsenal, elle n'est pas en rapport avec l'effort que fait actuellement l'industrie privée. On constate certains freinages dont on peut rendre responsables des affectés spéciaux que la mobilisation a fait réintégrer dans l'arsenal, alors qu'ils avaient été frappés après la grève du 30 novembre 1918. Il faudrait éliminer ces mauvais éléments et le <sup>moyen le</sup> plus rapide serait d'incorporer dans les cadres subalternes certains surveillants qui ~~permet~~ <sup>de servir</sup> ~~à agir~~ rapidement.

La question des salaires est également délicate. Actuellement les hommes de l'arsenal sont payés de trois façons différentes. Les ouvriers affectés spéciaux touchent un salaire plus élevé que celui qui est servi aux requis civils. Quant aux matelots mobilisés ils ne touchent, eux, que la solde ordinaire. Il y a là une inégalité qui ne va pas sans inconvénients, et qu'il faut corriger.

Les questions de logement et de nourriture ont toutes deux fait l'objet de mesures satisfaisantes.

Le rapport signale <sup>en outre</sup> que Mrs. Léon Bon et Delpuech ont inspecté le 16 octobre le centre ~~aéronautique~~ <sup>aéronautique</sup> de Berre. La mobilisation s'y est effectuée normalement, toutefois il faut signaler que les mobilisés sans spécialité ayant été renvoyés chez eux à partir de la classe 1928, on assiste là encore à ce spectacle paradoxal : ce sont les plus âgés qui sont maintenus sous les drapeaux.

L'atelier des réparations est bien tenu et la discipline est bonne.

Le rapport signale ensuite que dans les établissements Potez, installés tout près du centre de Berre, une propagande néfaste se poursuit qui risquerait de contaminer le centre aéronautique. La même observation est valable pour les usines <sup>Gnome</sup> ~~Gnome~~ et Rhône, entre Berre et St-Chamas, où travaillent des ouvriers détachés par le centre.



Enfin il serait urgent de réaliser au plus tôt le projet déjà établi d'adduction d'eau à Berre et d'activer la formation des groupes pour le centre électrique.

Les conclusions du rapport sont reproduites ci-dessous dans leur forme complète.

#### NOS CONCLUSIONS

« En conclusion de ce qui précède, nous proposons à la Commission de la Marine de transmettre à Monsieur le Ministre de la Marine les vœux suivants :

- 1°) Révision du maintien des classes mobilisées en renvoyant dans leur foyer les classes les plus anciennes jusqu'à la classe 1915 et remplacer les hommes de ces classes par les hommes plus jeunes qui ont été renvoyés chez eux les premiers jours de la mobilisation. L'intérêt général commande de libérer d'abord ceux qui ont fait la guerre de 1914 à 1918, car un grand nombre des disponibles pourrait très bien remplacer comme aides ou comme ~~manoeuvres~~ ceux qui seraient démobilisés.
- 2°) Pour accélérer la production dans l'Arsenal :
- a) renforcer le personnel requis venant de l'industrie privée,
  - b) réviser la commission des essais,
  - c) augmenter le cadre de surveillance des agents subalternes,
  - d) renvoyer aux Armées ceux qui seraient convaincus de freinage, ~~ou~~ de mauvaise volonté, ou de propagande communiste.
- 3°) Etablissement d'un statut de salaire unique pour que tous ceux qui font le même travail reçoivent la même rémunération.



- ( 4°) Pour BERRE - Renforcer le contrôle et la surveillance dans les établissements aéronautiques de la S. N. C. A.

=

M. le Président remercie Mrs. Delpuech et Bon ainsi que Mrs Even et Bouguen. Leurs enquêtes à Cherbourg et à Toulon ont fait ressortir les différences qui existent entre la situation matérielle et morale dans ces deux ports. Aussitôt que les autres missions prévues auront été accomplies, la sous-commission établira un rapport d'ensemble sur ces commissions.

M. le Président fait savoir qu'il posera à la Présidence du Sénat un certain nombre de questions relatives aux conditions matérielles dans lesquelles doivent s'effectuer les missions de contrôle des commissaires. Ces missions sont trop utiles pour que toutes facilités ne soient pas accordées à ceux qui les accomplissent.

La séance est levée à II heures 30

---



Sous-Commission des Transports Maritimes.

Mercrèdi 25 octobre 1939.

Présents. M. Veyssière, Roux-Freymeng, Delpuech, René Coty,  
le général Stahl.

Présidence de M. Veyssière.

La séance est ouverte à 11 heures 30.

M. le P<sup>r</sup>. — La Commission de la Marine devant entendre et après-  
-indire le ministre de la Marine Marchande, nous avons  
préparé, M. René Coty et moi, un questionnaire qui porte sur  
les questions suivantes :

10/ Nos pertes. Quelles sont leurs causes, et notamment dans  
le cas de torpillages en série de Louisiane, Bretagne et  
Emile Mignot.

20/ On en est la suite en état de défense de notre flotte marchande,  
convais et armement ? M. Louis Louis-Dreyfus demande, pour  
sa part, quels sont les répercussions de cet armement dans le  
domaine du droit international.

30/ Quel est l'état actuel de nos besoins en fret ?

40/ Quel concours peuvent nous apporter les nations neutres ?

50/ Problème de la navigation dans les mers éloignées ? Y a-t-il  
dans ces mers un corsaire allemand ?

60/ Problème de la navigation en Méditerranée : nos relations  
avec l'Afrique du Nord et avec Suez.

70/ Répartition du tonnage franco-britannique.

80/ Régime français des transports maritimes : part faite à l'Etat  
et à l'initiative privée. Régime des compagnies.



- 99 Réplement des réquisitions.
- 109 Utilisation des ports.
- 119 Défense des ports.
- 129 Constructions maritimes.
- 139 Le gouvernement se rend-il compte que l'insuffisance des frêts se traduit actuellement un des points les plus faibles de notre armature de guerre ?

M. le P<sup>h</sup> - Tel est le questionnaire que nous vous soumettons. Au sujet du dernier point, je signale que M. Rio, notre ex-président, et ministre actuel de la marine marchande a toujours soutenu les intérêts ensemble de la marine marchande. Mais nous ne pouvons pas être sûrs que tous les membres du gouvernement soient également convaincus de ces nécessités.

M. Delpuech - Je signale que l'armement des bateaux de commerce est bien lent. Il faut deux mois pour installer quatre canons, et encore sur un bateau neuf, préparé à les recevoir.

M. Roux-Freissineng - J'ai préparé, pour ma part, le questionnaire suivant, que je me propose de soumettre au Ministre, et qui a trait aux relations avec l'Afrique du Nord et aux armements en temps de guerre.

1°) Quelles mesures ont été prises en vue de procurer au trafic maritime entre la métropole et l'Afrique du Nord le nombre de navires nécessaire pour assurer les transports :

a) de marchandises

- le stock de vins, résidu de la récolte de l'année dernière qu'il faut sans délai envoyer en France pour dégorger les chais des négociants et permettre de loger la vendange nouvelle encore dans les cuves des producteurs.
- et encore le retour immédiat des fûts vides.
- ensuite tous autres produits que l'Algérie doit exporter: semoules, blés, agrumes, céréales, dattes sur lesquelles M. Cuttoli appelle particulièrement l'attention du gouvernement.  
(M. Cuttoli réclame deux cargos par semaine pour Philippeville)

b) de voyageurs - (les courriers sont tout à fait insuffisants)



- 2°) Comment est organisée la protection de tous ces transports ? - particulière - ment des courriers pour voyageurs ?
- 3°) On demande la libération d'un certain nombre de chalutiers réquisitionnés pour la guerre - pour permettre l'intensification de la pêche ( le poisson manque dans certaines régions , notamment celle de Philippeville (lettre Cuttoli)).
- 4°) Quel est le mode de fonctionnement adopté pour les assurances de guerre , s'appliquant aux marchandises, assurances consenties par l'état. Il faudrait que ces assurances puissent être contractées au moment de l'établissement des connaissements qui en feraient foi, les compagnies de navigation étant chargées d'encaisser les primes et de faire à l'état toutes les déclarations utiles.

M. Roux-Freisseng. - Actuellement, on prépare le cahier de charges pour les services internationaux. Or, le ministère des Finances s'oppose à ce qu'on donne des commissions aux agents sur place dans les pays étrangers. Comment veut-on que, dans ces conditions, ils ~~puissent~~ recueillent du fret ?

M. Delpuech. - Il est certain qu'on fait partout une politique dangereuse de freinage des profits.

M. le P<sup>t</sup>. - C'est pour éviter certains enrichissements excessifs.

M. Delpuech. - Mais c'est paralyser tout travail.

M. le g<sup>ral</sup> Stuhl. - Je connais le cas d'un industriel qui a dû abandonner son usine de Sarreguemines. Il voudrait en reconstituer une à Orléans. Comment le pourra-t-il s'il ne peut faire de bénéfices ?

M. Delpuech. - On en vendra à tout acheteur en Angleterre ou en Amérique !

M. le P<sup>t</sup>. - Il est vrai que souvent les retenues sur les salaires aboutissent à des injustices regrettables.

M. Delpuech. - La vraie solution eût été de conserver le profit, et de donner aux soldats des indemnités plus fortes, par exemple 10 francs par jour. Ce qui ferait au total environ 35 millions par jour.

M. René Colly. - Il faudrait revenir à l'explication actuelle en ce qui concerne l'industrie. On oublie trop de tenir compte de la notion "risque" quand on s'occupe de ce problème.

M. le g<sup>ral</sup> Stuhl. - Il faut faire quelque chose pour les industriels



évacués, qui voudraient recréer leur industrie ailleurs. Or, au ministère de l'armement on n'obtient jamais rien. Je connais un jeune inventeur, dont les projets étaient intéressants et qui, depuis longtemps, ne peut aboutir. On peut même se demander si l'on ne va pas, après lui avoir demandé ses plans, les utiliser en dehors de lui. J'ai déjà rencontré de tels exemples dans une carrière.

*Présidence de M. le Comte de Blois*

La séance est levée à 12 heures 10.

*La séance est levée à 10 heures.*

*M. le Comte de Blois donne lecture de son rapport sur les effectifs présents au 2<sup>e</sup> Régiment de dragons et sur le personnel de l'Armement de Brest.*

*Le nombre de hommes militaires au 2<sup>e</sup> Régiment a d'abord dépassé les 1000. A la fin d'octobre on avait réuni 1100 hommes, qui s'élevaient peu à peu jusqu'à 1200, puis, on s'est arrêté à 1100 hommes. A la fin de l'année, il restait au Régiment 1000 hommes. Il en est resté 1000 fin l'année sans avoir subi de pertes ; au 1688 autres, 1000 sont restés pour constituer le contingent moyen de 1000 hommes par régiment. Restent donc un contingent de 1000 hommes, auquel il ne faut pas ajouter de pertes au moment où l'on en arrive à 1000 hommes. On voit qu'il y a une perte de 1000 hommes, et qu'il faut en faire provision.*

*A l'Armement, la direction de construction navale a pu, par suite de la mobilisation 2000 hommes. Elle a reçu par exemple 1000 hommes, 1000 hommes et 1000 hommes. L'effectif devait être augmenté de 200 unités dans la semaine prochaine. Dans la semaine prochaine, dont l'effectif est de 2000 hommes.*







par suite de la mobilisation a été de 10%. Ces agents ont été remplacés par des agents retraités, dont le rendement est nettement inférieur. L'insuffisance de l'encadrement, comme en temps de paix, est manifeste.

Pour l'artillerie navale: à la direction, l'effectif était de 1.033. Il est de 1215. L'effectif prévu est de 1920. Il manque donc encore des hommes. Il en manque bien davantage à la pyrotechnie de St Nicolas, dont l'effectif était de 1.018, et si aujourd'hui de 2.440, alors qu'il devra atteindre 7.550. ~~Ces besoins de personnel entraînent de graves difficultés.~~ Des difficultés se présentent, pour le logement d'effectifs aussi importants.

M. le P<sup>t</sup> - Cette question du logement est importante. Elle n'a pas toujours été résolue, pas plus que celle de la nourriture, dans nombre d'usines travaillant pour la défense nationale. Il faut y veiller, car certains mécontentements pourraient préparer un bon terrain à la propagande communiste.

M. Evén - J'ai pu faire des constatations analogues sur certains points des côtes du Sud-Ouest.

M. Bouguen - En certains endroits, l'habilement laisse aussi à désirer. Il est parfois même méritant.

M. le Jorger poursuit la lecture de son rapport.

La rémunération du personnel pose des problèmes qui n'ont pas encore été résolus, et l'on rencontre des inégalités choquantes, mais auxquelles il sera difficile de remédier. Il y a en effet le personnel ouvrier normal, les ouvriers de la compagnie d'ouvriers, les cadres de ceux-ci, les ouvriers requis, les agents de personnel retraités et rappelés.

Pour la discipline et le rendement: le calme règne dans l'arsenal, et aucune agression politique ne semble s'y être manifestée jusqu'à présent. Il faut pourtant se tenir sur ses gardes.



Don le rendement, qui avait fléchi en septembre, il est redevenu ce qu'il était avant la guerre. Il a pourtant été signalé (sans que l'on puisse confirmer le fait) que certains ouvriers, venus d'autres régions, auraient incité leurs camarades à ne pas travailler trop.

M. le Gorgeu. — Au sujet de ce dernier point de mon rapport, je signale que de telles tentatives de freinage du travail correspondent à un état d'esprit qui a pu se rencontrer ailleurs.

M. le P<sup>re</sup>. C'est là ce que nous devons surveiller. Revenir au rendement de l'avant-guerre ne peut être suffisant. Hier encore l'amiral Darlan me disait qu'il faut attendre un rendement très supérieur à celui de temps de paix.

M. le Gorgeu. — J'ajoute que les directeurs que j'ai interrogés se déclarent très satisfaits de l'état de choses actuel parce qu'ils ne sont plus importunés comme ils l'étaient sans cesse par les questions d'ordre syndical qu'on venait leur poser.

### Visite à Lorient

M. Even donne lecture de son rapport sur sa visite à Lorient, qu'il a faite seul, M. Bouguen étant souffrant.

Il donne d'abord un état du personnel ouvrier de l'Arsenal de Lorient.

Le parti communiste n'existe plus à l'Arsenal, mais il existe autour de Lorient, notamment à Hennebont, où une institutrice, M<sup>lle</sup> Le Fur, mène une active propagande. Il vaudrait bien de créer une zone de protection autour de l'Arsenal, au laquelle aurait autorité, comme le prévoit du reste le décret-loi du 4 octobre.

M. Delpuich. — Le décret pris ces jours derniers permettant au préfet d'envoyer ailleurs cette institutrice.

M. le P<sup>re</sup>. — Mais il faudrait que les préfets fussent toujours disposés à



agis dans le sens qui leur indique le décret, et, trop souvent, ce n'est pas le cas.

M. Sven. — En tous cas, je puis assurer que, chez moi, les suspects sont surveillés de près, et leurs agissements réprimés.

M. Sven poursuit la lecture de son rapport.

Le commandement estime qu'il faut se montrer rigoureux, et non pas "faire semblant". Des incidents peuvent se produire, et il s'en est produit un, récemment, particulièrement grave.

(affaire Cathrine)

M. Sven précise que M. Cathrine, directeur du Nouvelles du Morbihan, actuellement mobilisé comme lieutenant, et mécontent parce que l'Amiral de l'Escadre, exagérant sa censure, avait supprimé un écho dans son journal, a réuni les ouvriers de son imprimerie et leur a dit: "l'Amiral vous empêche de gagner votre vie, allez lui casser la g...". M. Cathrine a été arrêté. Mais, avant le jour où il devait paraître en conseil de guerre, le motif de son inculpation a été modifié, et transformé en "insulte à un supérieur". Si bien que M. Cathrine a été acquitté. Le même jour, le conseil de guerre condamnait à 3 ans de prison un militaire qui, dans un café, avait tenu quelques propos regrettables. Il y a là matière à une dangereuse propagande. J'ajoute que, par la suite, M. Cathrine s'est vanté qu'il "avait la peau" de l'Amiral, et que, depuis, celui-ci est l'objet d'une enquête menée par un général qui a moins de grade que lui.

M. le général. — Tout cela est inadmissible; il faut, au besoin, aller jusqu'à interpeller.

M. Sven poursuit la lecture de son rapport.

Il faut éviter aussi de commettre de petits erreurs qui peuvent avoir de graves conséquences. Par exemple: dans des îlots isolés en pleine mer, des groupes de marins et de soldats sont installés. l'Amiral a réclamé pour eux des cirés à l'Intendance.



Celle-ci a répondu: "Attendez. Nos ciens ne sont pas imperméables à l'ypérite"! Les combattants, s'ils ne sont pas bien logés et bien nourris, peuvent devenir des proies faciles pour certains propagandistes.

Les voies navigables, qui sont actuellement sous l'autorité du préfet, devraient être placées sous l'autorité du préfet maritime, en liaison avec les autorités civiles, comme cela se fait pour les voies ferrées, car il y a lieu de redouter des incidents, notamment vers Bordeaux.

La question des salaires n'a pas donné lieu à récrimination. Le rendement de l'Arsenal est satisfaisant, et les ouvriers communistes semblent mettre leur point d'honneur à travailler aussi bien et mieux que les autres.

Pour les agents techniques, il est exact, comme l'on dit nos collègues qui ont enquêté à Toulon, qu'ils sont trop peu des ouvriers, et n'ont pas su eux l'autorité qu'ils devraient avoir. Mais les autorités de l'arsenal estiment qu'il n'est pas souhaitable de les faire passer dans d'autres arsenaux, chaque arsenal devant conserver sa personnalité. Mais le commandement reconnaît que c'est à lui-même qu'il appartiendrait de donner à ces agents techniques le sens de l'autorité qui leur manque.

Le salaire de ces agents est trop bas, et il faudrait leur donner un statut. Actuellement, ce n'est que par un jeu d'écritures, accepté par le Ministère des Finances, que l'on peut leur donner un traitement convenable.

La question de la maternité d'une femme pose une grave question de protection de la mère et de l'enfant.

Le recrutement du personnel, en temps de guerre, (retraites et requis) est délicate, car le décret des appels est de 2/3.

Le problème de l'eau est sérieux, à Lorient et à Quiberon. Les postes de dégazage sont insuffisamment équipés.

Il faut signaler la pénurie de officiers <sup>en</sup> activité pour



l'armement des croiseurs auxiliaires.

M. le P<sup>t</sup> — d'Amiral Darlan a étudié cette question. Il a envisagé de porter à 200 le nombre de élèves admis à l'École Navale, et de recruter des officiers auxiliaires par des concours plus faciles. Mais le problème n'est pas résolu et reste sérieux.

M. Suen poursuit la lecture de son rapport.

L'hôpital est bien aménagé, le personnel est excellent. Mais la suppression de 8 millions de crédits a fait que certaines installations manquent encore (locaux d'isolement, logement pour le médecin résidant, buanderie, bains, garages, ateliers, vestiaires, études).

M. le P<sup>t</sup> remercie M. Suen de son rapport.

M. Delpuoch — Puisqu'il a été parlé de propagande communiste, il faut bien dire que si les opérations militaires étaient plus développées, si la guerre (ce que nous ne souhaitons certes pas) avait causé plus de victimes, nous serions mieux à même de briser certains achivits qui se développent à l'intérieur du pays. L'état d'incertitude et d'indécision où nous nous trouvons les favorise. Actuellement, l'envoi au front ne peut même pas constituer une menace pour ceux que l'on voudrait écarter; et si le public se rendait vraiment compte que "c'est la guerre", il serait plus facile d'agir.

M. Suen — Sur la question des constructions navales, je signale ce qui m'a été dit, de source autorisée: nous n'avons pas intérêt à encombrer nos chantiers. Il vaudrait mieux acheter des navires.

M. le P<sup>t</sup> — Mais à qui? Il nous a été dit que les neutres ne sont guère disposés à en vendre.

J'ajoute que nous devons émettre un vœu, adressé au Gouvernement, pour lui signaler l'existence réelle du péril communiste.

M. Suen — Hier soir, des tracts ont été ramassés dans les rues de



Paris, qui tendent à dresser le peuple français contre l'Anglais.

M. Despuich - Des tracts du même genre ont été jetés à Marseille.

M. le P.<sup>e</sup> - Il est certain qu'il y a actuellement un gros malaise dans le pays, et que le gouvernement n'a pas pris, malheureusement, les mesures qu'il devait et qu'il pouvait prendre pour faire obstacle au péril communiste.

M. Bouguen - Le péril communiste est sérieux et il faut agir vite. Je pourrais citer le cas d'un instituteur qui a publié un article inadmissible, sans être frappé par aucune sanction. Ce n'est que depuis la guerre qu'il a enfin été... puni; pas davantage.

M. le P.<sup>e</sup> - C'est malheureusement la seule sanction qu'il soit possible d'obtenir dans un tel cas. Encore m'a-t-il fallu trois ans d'efforts pour que fût puni un instituteur contre qui j'avais demandé une sanction.

M. Evén. - La propagande communiste commence à agir dans l'armée anglaise.

M. Bouguen - C'est d'autant plus difficile à réprimer que l'on a souvent placé à la tête de la cellule un homme honorable, et qui ne paraît pas du tout pour être communiste.

du rapport)

M. Bouguen donne lecture (établi à la suite de la note faite par lui et par <sup>Evén.</sup> ~~Bouguen~~ à Cherbourg.

Equipages de la flotte. Les réservistes appelés sont actuellement bien habillés; la nourriture a toujours été bonne; le moral est satisfaisant, mais l'autorité maritime exerce une surveillance si rigoureuse et si étendue que certains des hommes sont d'origine communiste. On remarque parmi les recrues certains hommes dont la place paraît devoir être ailleurs.

M. le P.<sup>e</sup> - Le même cas se reproduit trop souvent, comme je l'ai constaté au cours d'une enquête faite au nom de la Commission de l'Armée.



M. Evén. - Prenons garde aussi qu'aucun étranger ne soit accepté dans les arsenaux, comme je crois savoir qu'on l'a fait.

M. Bouguen poursuit la lecture de son rapport.

A l'arsenal, 694 ouvriers et 313 ouvriers temporaires ont été mobilisés. On les a remplacés par les compagnes d'ouvriers, qui sont moins spécialisés, et dont certains ont dû être renvoyés. Les commissions d'enais ont bien fonctionné, et l'arsenal forme, par ailleurs, des ouvrières.

Il y a une mentalité communale à l'arsenal, mais elle est prudente, et formée de bons travailleurs.

Un bureau d'embauche fonctionne dans des conditions très satisfaisantes.

Le travail a été excellent pendant les premiers semaines de la guerre. Si l'on constate parfois un léger ralentissement, il ne s'agit pas de freinage, mais de fatigue. Un renforcement des cadres de surveillance pourrait être envisagé.

Les salaires présentent des inégalités tantôt apparentes, tantôt réelles. Trop souvent les plus favorisés sont les célibataires sans charges de famille.

La question de l'eau à l'arsenal mérite examen.

Par d'observations sur l'hôpital de Cherbourg et l'hôpital de Valognes, ainsi qu'il faudra prévoir, entre l'un et l'autre, des moyens de transport.

M. le P<sup>t</sup> - J'ai saisi le président M. le Jorger, et M. Daniel-Vincent, de la question des "frais de mission". Je crois savoir qu'une somme de 150 francs par jour sera allouée aux commissaires chargés de mission.



M. Delpuech. - Puisque tous les rapports dont la sous-commission nous avait chargés sont faits, je nous présentons des conclusions communes. Je me permets de proposer l'adoption des conclusions que nous avons apportées, M. Bon et moi, à la fin de notre rapport. Sans redonne de quelques changements et précisions, elles peuvent exprimer l'opinion de la sous-commission. Proposons ce texte à la C<sup>m</sup> de la Marine.

Après un échange de vues, le texte suivant est adopté :

"En conclusion des enquêtes effectuées par les commissaires dans les arsenaux, la Commission de la Marine adhère au ministre de la Marine les vœux suivants :

" 1<sup>er</sup> Revision du maintien de classes mobilisées, en renvoyant dans leurs foyers les classes les plus anciennes jusqu'à la classe 1915, et remplacer les hommes de ces classes par les hommes plus jeunes qui ont été renvoyés chez eux les premiers jours de la mobilisation. L'intérêt général et la justice commandant de libérer d'abord ceux qui ont fait la guerre de 1914 à 1918, car un grand nombre de disponibles pourraient très bien remplacer comme aides ou comme manœuvres ceux qui seraient démobilisés. Réserves faites pour les besoins urgents exigés par les divers spécialités.

" 2<sup>o</sup> Pour accélérer la production dans les arsenaux :

a) renforcer le personnel requis venant de l'industrie privée par des ouvriers habitués au travail en grand série.

b) renforcer le cadre de surveillance de agents techniques.

c) envoyer aux armées et frapper de mesures disciplinaires ceux qui seraient convaincus de freinage ou de mauvaise volonté.

salvage, de

" 3<sup>o</sup> Etablissement d'un statut de salaire unique, pour que tous ceux qui font le même travail reçoivent la même rémunération.

" 4<sup>o</sup> La Commission de la Marine, émue par les précisions



qui ont été apportés, par tous les commissaires chargés d'enquêtes, sur l'activité de la propagande communiste, appelle notamment l'attention du gouvernement sur les mesures urgentes à prendre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des arsenaux ou des établissements travaillant pour la défense nationale. »

M. le P<sup>t</sup> - Notre devoir à tous est d'agir, chacun dans notre sphère, contre la propagande communiste. Les armes manquent, les commandants de régions et les préfets maritimes sont impuissants, et il est déplorable qu'un récent décret de la Présidence du Conseil précise que des sanctions ne pourront être prises qu'après enquêtes. On sait que de telles enquêtes n'aboutissent jamais.

La séance a levée à 11 heures 40



Sous-Commission du Personnel . mercredi 6 décembre 39 .

Présents . M. le comte de Blois, Le Jorquen, Evén, Bouguen, Delpuech.

Présidence de M. le comte de Blois .

La séance est ouverte à 9 heures 30 .

M. le Président donne lecture du texte suivant, synthèse des rapports ~~et~~ établis par M. Bon et Delpuech, Evén et Bouguen, et Le Jorquen, à la suite de leurs enquêtes à Toulon et Berre, Cherbourg et Lorient, et Brest.

1° - TOULON )- afflux surabondant de personnel à la mobilisation. -  
difficultés de logement, de nourriture et d'habillement. -  
le 1/3 des mobilisés est renvoyé dans ses foyers ( classe 1928 et classes plus anciennes ).  
Cette mesure a désavantagé les marins qui possédaient un brevet de spécialité.

Il en est résulté que des hommes plus jeunes et non brevetés ont été renvoyés dans leurs foyers et que des hommes plus âgés, mais ayant leur brevet de spécialité ont été gardés au Service.

ARSENAL.- Un grand nombre d'hommes ont été demandés par le Service des Constructions Navales, et aussi un certain nombre de femmes, près de 10.000 en tout.

Un grand nombre ont été refusés aux essais. La surprise de ces hommes a été grande.

Les causes de ce refus sont intéressantes.

Se reporter au rapport de l'Inspecteur du Travail des Alpes-Maritimes.

Il a paru que, dans certains services, tous ceux qui n'étaient pas affiliés au parti communiste étaient, ou brimés, ou repoussés, par les ouvriers titulaires de l'arsenal. Il serait indispensable de réformer les méthodes d'entrée à l'arsenal et d'avoir des jurys moins hostiles par principe à des éléments nouveaux ou moins sensibles à l'esprit de camaraderie.

On a observé dans cet arsenal un fléchissement assez marqué de la production.

Certains affectés spéciaux n'auraient jamais dû y être maintenues.

Les sanctions des grèves du 30 novembre 1938 n'avaient pas été communiquées au Bureau de Recrutement, d'où résultât un trop grand nombre d'indésirables.



La nécessité s'impose de renforcer les cadres de surveillance, le nombre et la mentalité des agents techniques de la maîtrise.

salaires : 3 catégories - autant que possible à réviser et à unifier -

logements : à améliorer . Ce desideratum est maintenant réalisé en grande partie.

Centre aéronautique de Berre  
-----

Les spécialistes de tous âges y ont été maintenus, alors que des hommes plus jeunes / ont été renvoyés dans leurs foyers, puisque sans spécialité.

Un certain nombre de spécialistes, qui avaient été mobilisés dans l'Armée de Terre, n'avaient pas encore été rendus par les armées du Centre de Berre, le 9 octobre 1939, malgré des réclamations réitérées.

Ce fait est à signaler, en insistant auprès du Grand Quartier Général pour que ces spécialistes soient renvoyés, au plus tôt, au Centre de Berre qui les réclame.

Le voisinage du Centre de Berre avec les Etablissements " POTEZ " et " GNOME et RHONE ", était fâcheux pour les mobilisés du Centre aéronautique.

La propagande communiste s'est fortement accentuée du fait de ce voisinage.

Une adduction serait nécessaire?

Il serait également nécessaire d'activer la formation des groupes électrogènes pour la centrale électrique.

L'adduction d'eau s'effectuerait d'accord avec la commune de Berre qui participerait aux frais.

2° - CHERBOURG. ) - Les éléments communistes y sont à surveiller mais jusqu'ici ne se manifestent pas bruyamment. On observe même chez eux un désir de se distinguer par une plus grande application au travail.

Le recrutement de l'arsenal de Cherbourg provient en majeure partie de la région parisienne. Quelques individus y sont signalés comme particulièrement indésirables ( un cinéaste, un italien entrés dans l'arsenal par suite de recommandations politiques qu'il serait intéressant de rechercher ).

On observe dans cet arsenal, comme dans beaucoup d'autres, mais tout particulièrement, un manque de spécialistes.

La production est bonne; elle a toutefois marqué un léger fléchissement en octobre.

Les salaires sont à revoir notamment pour les retraités qui ont été rappelés.

A signaler également l'insuffisance de ressources en eau et amélioration des adductions.

La question des hôpitaux mérite d'être étudiée ( hôpital complémentaire de Valognes ). Moyens de Transport?



- LORIENT ) - Le mouvement communiste ne se manifeste pas à l'intérieur de l'arsenal, mais il est violent à l'extérieur.

Une zone de protection de l'arsenal semblerait nécessaire à créer ( cas de Mademoiselle Lefur à Hennebont, affaire Cathrine ).

Les hommes mobilisés dans les îlots de la côte sont dans une situation tout à fait digne d'intérêt. Pourquoi ne leur a-t-on pas donné des cirées?

Ces hommes devraient être visités souvent.

Le Préfet Maritime de Lorient demande également que les voies navigables soient placées sous son autorité et non pas sous celle du département des Travaux Publics.

Salaires à revoir - production bonne - question des agents techniques - protection de l'enfant pour les femmes employés à l'arsenal.

Hôpital : il est bien construit, mais il est actuellement insuffisamment pourvu d'installations indispensables à son fonctionnement. Huit millions supprimés.

4° - BREST ) - Les effectifs des ouvriers sont légèrement insuffisants pour les besoins de l'arsenal.

L'encadrement est également insuffisant.

A la pyrotechnie de Saint-Nicolas, une augmentation considérable du personnel est prévue. Si ce personnel augmente ~~en~~ en nombre, comme il est désirable, la question des logements se posera, elle ne sera pas facile à résoudre.

Comme dans les arsenaux précédents, la question des salaires est à réviser et à étudier de fort près.

La discipline générale est bonne, néanmoins certains agissements paraissent devoir être surveillés.

La production de l'arsenal est bonne.

Des éléments venus de l'extérieur sont, depuis quelque temps, parfois freinés par les ouvriers titulaires de l'arsenal, ce qui encourage un certain relâchement.

[Au cours de cette lecture, au chapitre III (Lorient), M. Even souligne que les soldats mobilisés dans les îlots ne reçoivent pas de cirés car ni l'intendance maritime ni l'intendance militaire ne veulent s'occuper d'eux. M. le P<sup>t</sup> répond que ces soldats étant chargés de la défense côtière relèvent de la marine et qu'il posera la question à l'Amiral Darlan].

M. le P<sup>t</sup> donne lecture des conclusions déjà adoptées par la sous-com.



à la suite de la réunion de M. Delpuich et Bon. Le Sous-Comité  
pouvait soumettre ces conclusions à la Commission de la Marine en lui  
proposant de les adopter sous la forme d'un vœu adressé au ministre.

À la suite d'un échange de vues auquel prennent part  
M. le Président, Delpuich et Euen, le Sous-Comité adopte les  
conclusions suivantes :

En conclusion des enquêtes effectuées par les Commissaires  
dans les Arsenaux, nous proposons à la Commission de la Marine d'adres-  
ser à M. le Ministre de la Marine les vœux suivants :

1°) Révision du maintien des classes mobilisées en renvoyant  
dans leurs foyers les classes les plus anciennes jusqu'à la classe 1915;  
remplacer les hommes de ces classes par les hommes plus jeunes qui  
ont été renvoyés chez eux les premiers jours de la mobilisation.  
<sup>enroutés</sup> Réserves faites pour les besoins ~~urgents~~ exigés par les diverses spé-  
cialités.

2°) Pour accélérer la production dans les Arsenaux  
a) adopter, autant que possible, dans les arsenaux les méthodes de  
travail en grande série employées par l'industrie privée.  
b) renforcer le cadre de surveillance des agents techniques.  
c) ~~renvoyer aux Armées et~~ Frapper de mesures disciplinaires <sup>sévères</sup> ceux  
qui seraient convaincus de sabotage, de freinage ou de mauvaise  
volonté.

3°) Etablir un statut de salaire pour que tous ceux qui font  
le même travail reçoivent la même rémunération.

4°) La Commission de la Marine, émue par les prévisions qui  
ont été apportées par les Commissaires chargés d'enquêter dans les  
arsenaux, appelle l'attention du gouvernement sur l'activité de la  
propagande communiste et insiste sur les mesures urgentes à prendre  
à cet égard, telles que la création de zones de protection placées  
sous l'autorité du préfet maritime, <sup>par stricte application du</sup> décret du 4 oct. 39.

5°) La Commission émet enfin le vœu que <sup>les estuaires de</sup> ~~les~~ voies navigables  
soient placées sous l'autorité des préfets maritimes ou de leurs  
représentants.



M. le Pr. remercie les commissaires des rapports qu'ils ont  
rapportés de leurs diverses missions.

M. Sven. - Les autorités maritimes, comme le Ministère, ont facilité  
notre tâche, et nous demandons à notre Président de les en  
remercier.

J'ajoute que la question du service de santé, encore si elle  
est un peu en dehors du domaine de la commission de la  
Mer, mérite d'être étudiée de près.

La séance est levée à 10 heures 30.



Sous-Commission du Matériel.      mercredi 6 Décembre 1939

Présents. M<sup>rs</sup>. Jasnier-Duparc, Laurent-Eynac, De Camas,  
Journin.

Présidence de M. Jasnier-Duparc.

La séance est ouverte à 10 heures 30.

M. Laurent-Eynac donne lecture d'une première communication  
sur l'aéronautique navale.

[Le texte de cette communication se trouve aux archives.]

M. le P<sup>r</sup> remercie M. Laurent-Eynac de son rapport.

M. Laurent-Eynac. - Il est entendu que ce premier rapport, qui  
a trait à la situation actuelle de l'aéronautique navale,  
sera complété par un second, dans lequel j'étudierai, d'une  
façon approfondie les problèmes de l'avenir, notamment  
ceux du matériel et de la défense anti-aérienne.

Les conclusions du rapport de M. Laurent-Eynac sont adoptées.

La séance est levée à midi.



Sous-Commission des Transports Maritimes.

mercredi 13 décembre 89

Présent. M. Veyssière, Roux - Freissineng, Coty, L. L. Dreyfus.

Présidence de M. Veyssière.

La séance est ouverte à 14 heures.

M. le P<sup>t</sup>. - Je dois tenir la sous-Commission au courant de la situation de nos transports maritimes, et des progrès réalisés à ce sujet. C'est du ministre de la Marine Marchande que je tiens les renseignements qui vont suivre; la sous-C<sup>m</sup> me dira si je dois les communiquer à la C<sup>m</sup> de la Marine, et si elle estime nécessaire une nouvelle audition du ministre.

Lorsque viendront devant le Sénat les débats du budget, le ministre de la Marine Marchande répondra aux questions qui lui seront posées. Pour certains d'entre elles, toutefois, il aimerait s'expliquer plutôt devant notre Commission, pour ne pas aborder certains sujets en séance publique.

Voici donc les indications que m'a données M. Rio.

Il n'a pas été très précis sur la question des deux croiseurs de poche allemands, le Deutschland et l'Aurial Scheer, dont on dit qu'ils font la course à travers les mers. Il semble que les deux bateaux aient quitté leurs bases et y soient revenus. On ne sait quelle fut au juste leur mission, et il est surprenant qu'ils n'aient pas fait plus de dégâts. Cette question relève surtout de la marine militaire.

[Le commandant Delcourt. - On suppose que le Deutschland est dans l'Atlantique nord, et l'Aurial Scheer dans l'Atlantique sud. Il aurait pourni jusqu'au sud-Est de Madagascar, pour



attirer là-bas les forces anglo-françaises, ce qui aurait permis aux Allemands de sortir pour tenter un raid contre les transports de matériel américain.]

M. Veyssière. — Sur la question des transports, on note une amélioration.

Le Ministre nous a dit lui-même qu'il lui manquait 3 millions de tonnes par mois. Or, alors qu'il ne pensait assurer que 2 millions de tonnes en octobre, il a assuré 2.700.000 tonnes de transports. L'amélioration eût été plus sensible encore si tous les ministères intéressés avaient fait connaître à temps à la Marine Marchande leurs besoins exacts. C'est pour remédier à cette cause de retards que le Ministre a demandé par la suite à tous les départements importateurs l'état total des tonnages dont ils auraient besoin jusqu'en octobre 1940. Ces tableaux ont été établis, et l'on est en train de les mettre au point pour des calculs précis.

D'autre part, à la suite de nos conversations avec le pays scandinave, la Grèce, la Yougoslavie, nous avons pu obtenir un certain nombre de bateaux. En novembre déjà, 18 cargos importants ont été mis à notre disposition, et d'autres suivront. Mais les transactions sont toujours délicates avec les neutres, et il faut passer par l'intermédiaire de armateurs qui traitent sous le manteau. Néanmoins, et malgré le peu d'enthousiasme que montrent les équipages étrangers, les négociations suivent un cours satisfaisant. Au total, nous pouvons évaluer à 1.500.000 tonnes par mois le résultat obtenu.

Quelles sont maintenant les prévisions que l'on peut établir ?

Le Ministre de la Marine Marchande affirme qu'avant trois semaines le trafic sera normal avec l'Algérie et l'Afrique du Nord. Le nombre de bateaux sera égal à celui qui assurait la rotation en août 1939 : 21 paquebots et 90 cargos.



Il faudra pourtant, malgré cet important tonnage, faire un effort supplémentaire, étant donnée la grande quantité de denrées à importer. Les primeurs et légumes sont transportés; mais il faut prévoir des retards sensibles pour les marchandises pondéreuses, minerais et phosphates.

M. Roux-Freissineng. — Et les 2 millions d'écotolites de ma pri attendent?

M. le P<sup>r</sup> — Ils figurent parmi les marchandises pondéreuses, ainsi que les orges, qui ne peuvent pas non plus traverser. Comme Rouennais je connais bien cette grave question des vins d'Alsace, et je peux signaler que deux navires-citernes seront bientôt mis en rotation et qu'on leur adjointra un ou deux cargos transformés pour cet usage.

Pour l'Amérique du Nord, nous avons à transporter de grands quantités de marchandises, sans compter 90.000 chevaux, prévus pour 1940. Le Ministre espère qu'au cours de l'année prochaine nous pourrions importer tout à peu près, à l'exception des chevaux, des cultures et des minerais. De ce côté il faudra donc trouver d'autres moyens de transport, et la situation n'est pas rassurante.

Le transport des marchandises venant de l'Amérique du Sud, par contre, sera assuré, notamment 240.000 tonnes de viande frigorifiée. Il faut, à ce propos, remarquer qu'on aurait pu faire des économies en matière de viande: 350 grammes par jour et par homme mobilisé, c'est peut-être beaucoup. D'Amérique du Sud doivent venir également 180.000 tonnes de café, et 200.000 tonnes de céréales.

M. Louis-Louis-Dreyfus. — Nous pourrions avoir ang de blé si, au lieu de vendre nos excédents nous les stockions en silos.

M. le P<sup>r</sup> — Pour le blé, il est certain que nous sommes en retard, et que si l'on ne rend pas aux campagnes le personnel dont elles ont besoin, la prochaine récolte sera déficitaire.

J'ajoute, pour en finir avec l'Amérique du Sud, que nous



devons importer encore 200.000 tonnes de grains de l'Uruguay avec 120.000 balles de coton, et 75.000 tonnes de coton du Brésil.

L'Indochine, pour sa part, doit nous fournir 900.000 tonnes de riz et de maïs en 1940. Plus 50.000 coolies, dont le voyage est actuellement retardé, pour des raisons de maladie. Quant à l'A.O.F. nous attendons d'elle 700.000 tonnes d'oléagineux, et 60.000 tonnes de cacao ~~et~~ et de bois. Mais ceux-ci ne pourront être transportés; et, pour l'Indochine nous transporterons les céréales ou les hommes, mais pas les deux.

Tels sont les divers aspects du problème. Tels sont les raisons pour lesquelles il nous faut chercher partout des bateaux. Or, actuellement, les possibilités sont à peu près atteintes; nous ne pouvons pas acheter davantage à l'étranger, et les Etats-Unis, notamment, ne veulent pas vendre de navires.

C'est là un des problèmes qui préoccupent le ministre de la Marine marchande. Il en est un autre, qui est celui de l'utilisation des ports, et des difficultés que rencontreront les transports en arrivant en France. Bien que cette question relève surtout des Travaux Publics, nous devons nous en préoccuper. Certains de nos ports sont trop peu, ou ne sont pas, utilisés. Le trafic, dans des ports comme le Havre ou Rouen, n'est que 25 ou 35% de la normale; à Bordeaux, il n'est que 45%. Nos ports de l'Atlantique, bien outillés, devraient être utilisés à fond; ceux de la Méditerranée sont bien servis.

Tels sont les renseignements que j'ai recueillis auprès du ministre de la Marine marchande. Il n'a la disposition de la Commission de la Marine pour nous fournir tous éclaircissements. La sous-commission estime-t-elle que la C<sup>o</sup> de la Marine doit être saisie par nous de l'état actuel de cette situation?

A la suite d'un échange de vues auquel prennent part M<sup>rs</sup> le P<sup>re</sup>

René Coty, Roux-Frémery, la sous-commission décide que



la Commission de la marine doit être saisi du rapport de M. Veyrier, et qu'il serait souhaitable que le ministre de la marine marchande, le cas échéant, ~~soit~~ soit entendu par elle sur la question des transports maritimes.

M. Roux-Frennong. — Les journaux nous ont appris qu'un nauire ~~anglais~~ de guerre anglais ayant rencontré un grand paquebot allemand s'était volontairement abstenu de le couler, pour respecter la loi internationale. Cela est fort bien. Mais avons-nous intérêt à respecter la loi internationale, envers des gens qui ne la respectent pas ?

M. le P<sup>r</sup>. — C'est là une question de politique extérieure, qui dépasse la marine. A mon sens, l'erreur a été de parler de cet événement dans les journaux. Certains Français ne comprendraient pas un tel geste. D'autant plus que la propagande allemande a dit aussitôt qu'un sous-marin anglais, ayant voulu attaquer le Bremen avait été repoussé par l'aviation qui l'escortait. Le résultat n'en est donc pas heureux.

La séance est levée à 15 heures.



Sous-Commission du Matériel.

mercredi 20 décembre 39

Présents. M. Jaurès-Duparc, Laurent-Eynac, Roux-Freissineng,  
Delpuech, Gounin.

Présidence de M. Jaurès-Duparc.

La séance est ouverte à 14 heures 30.

M. Laurent-Eynac <sup>(Je devrais)</sup> ~~(donner)~~ lecture d'une seconde communication  
sur l'aéronautique navale; mais je dois lire ce texte tout-a-  
fait devant la Commission de la marine; la sous-  
Commission me permettra sans doute de ne lui en donner  
maintenant qu'un résumé. (Arenthement)

M. Laurent-Eynac... Cette seconde communication porte sur les  
questions de matériels, de l'armement et de la D.C.A.

Pour le matériel, les dotations prévues paraissent  
suffisantes, quoique un peu justes, étant donné que la guerre  
aéro-navale semble avoir aujourd'hui plus d'importance  
que la guerre aérienne sur le front terrestre. Notre situation  
va s'améliorant, mais les progrès ne seront définitifs qu'à la  
fin de 1940. Il faudrait donc accélérer le rythme.

Pour l'armement, étant donné l'importance primordiale  
de la puissance du feu dans les batailles aériennes actuelles,  
nos avions sont insuffisamment armés. Il faut multiplier sur  
les appareils canons et mitrailleurs. L'armement est bon,  
mais il faut l'accroître, étant donné que la formule actuelle  
est, à mon sens, "primauté de la vitesse, servie par la manœuvrabilité  
et la puissance de feu".

Pour la D.C.A. un effort a été fait. Mais il faut accroître  
la densité de notre D.C.A. qui n'actuellement, au 6 front, est clairsemée.



M. Laurent. Lyons et autorise à déposer son rapport devant la Commission de la Marine.

M. Delpuech. — La D.C.A. de Marseille est insuffisante, et l'on nous a enlevé deux batteries de 90, qui étaient ce que nous avions de plus efficace.

M. le P<sup>t</sup>. — Nous ne prêtons pas attention aux inventions qui nous sont proposées. J'ai appris qu'en Amérique on avait inventé un moteur d'avion silencieux. La France a d'abord refusé le brevet, puis, au dernier moment, s'est ravisée, et l'on vendrait entre aujourd'hui qu'il soit donné à l'Allemagne. Mais le plus grave est que le refus était motivé par cet argument que le bruit d'un avion vient de l'hélice. Or, l'invention neutralisait à la fois les bruits du moteur et de l'hélice. Preuve que l'auteur responsable du refus n'avait même pas lu le rapport qui lui était soumis. Dans les circonstances actuelles, toutes les inventions devraient être examinées avec le plus grand soin.

La séance est levée à 15 heures.